

<https://enseignants.se-unsa.org/Le-SE-Unsa-pose-des-propositions-et-des-echeances-sur-le-bureau-de-la-ministre>



Le SE-Unsa pose des propositions et des échéances sur le bureau de la ministre

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : vendredi 22 mars 2024

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Reçu cette semaine par la ministre N. Belloubet, le SE-Unsa ne s'est pas limité à dépeindre la réalité des besoins et des urgences de l'École, ses personnels et ses élèves, il a présenté à la ministre ses demandes et ses propositions sur plusieurs sujets.

Au programme : urgence de mesures sur le recrutement et l'École inclusive, urgence de réponses pour les professeurs de technologie et les groupes au collège, urgence de revirement sur la formation et le budget.

>

- Recrutement et formation : inverser la vapeur
-

Le SE-Unsa a redit à la ministre la nécessité de ne plus attendre pour revoir la place des concours 1er et 2d degré. Il est urgent de les positionner à bac +3, suivi d'une formation de 2 ans en alternance et rémunérée, afin de permettre un recrutement à niveau master.

Depuis plusieurs années, de nombreux postes offerts aux concours ne sont pas pourvus.

L'exigence de 5 ans d'études non rémunérées avant l'année de stage a été un facteur majeur dans l'aggravation de cette désaffection.

Pour le SE-Unsa, le constat est connu, la solution bac +3 a été partagée, alors l'attente n'est plus de mise !

La ministre a également dû réentendre que la formation continue qui concerne l'ensemble des personnels enseignants, CPE et PsyEN ne peut s'envisager sous une logique comptable visant à réduire les heures d'absence devant élèves. Cette stratégie installée par G. Attal est en train de détruire la formation continue. Les formateurs se désinvestissent légitimement et les personnels ne participeront pas à des formations qui ne respectent ni leur temps de vacances ni leur temps de repos en soirée, des temps déjà trop consacrés au travail individuel. La pétition du SE-Unsa du mois de décembre *Oui à la formation continue, mais pas n'importe quand* avait recueilli près de 45 000 signatures, preuve que le sujet est sensible dans la profession.

Il est temps de repenser le droit à une formation continue choisie, facteur de développement professionnel. Il s'agit là aussi d'un investissement indispensable pour l'École publique.

- Techno, groupes au collège, École inclusive : sortir des impasses
-

Le SE-Unsa a profité de cette rencontre pour interpellier la ministre sur les conséquences importantes de la suppression de la technologie en classe de 6e à la rentrée 2023. Si les premiers effets se sont faits sentir dès cette rentrée, ils vont s'aggraver à la rentrée prochaine avec de nombreux compléments de service et des mesures de carte scolaire.

Le SE-Unsa a demandé à la ministre de se pencher sérieusement sur les solutions à trouver localement pour éviter de dégrader les conditions de travail des professeurs de technologie.

Concernant le *Choc des savoirs*, le SE-Unsa a rappelé à la ministre son opposition à l'ensemble des mesures et notamment aux groupes de français et de mathématiques, tout en saluant la disparition de la notion de niveau pour organiser ces groupes. Cette notion ne peut cacher l'idéologie politique macronienne que le SE-Unsa refuse.

Parmi les exigences du SE-Unsa :

- autoriser la souplesse dans l'organisation des groupes pour la rentrée 2024 : il est impératif de faciliter l'organisation des collèges sans trop dégrader les conditions d'exercice des enseignants ;
- ne pas étendre ce dispositif aux classes de 4e et de 3e à la rentrée 2025 : il est essentiel qu'un bilan soit partagé à l'issue de la prochaine année scolaire avant toute décision d'extension.

Le SE-Unsa pose des propositions et des échéances sur le bureau de la ministre

Au sujet de l'inclusion, le SE-Unsa a rappelé à la ministre la grande souffrance des personnels, particulièrement du premier degré, dans une École qui se dit inclusive alors qu'elle n'en a pas les moyens.

Il y a urgence à travailler sur des solutions visant à disposer de personnels spécifiques pour soutenir les enseignants dans leur classe.

Enfin, le SE-Unsa a demandé à la ministre de passer des consignes aux recteurs et rectrices pour que le financement des tenues uniformes ne soit pas pris sur le budget du dispositif *Notre École faisons-la ensemble* (Nefle) car le port de l'uniforme n'est ni un dispositif pédagogique ni à l'initiative des équipes pédagogiques. Le SE-Unsa rappelle que le port de l'uniforme ne résoudra pas la question du bien-être à l'école comme il n'améliorera pas les résultats des élèves.

- Budget : changer de cap

-

Le SE-Unsa a évoqué devant la ministre ses fortes préoccupations budgétaires. Comment la ministre va-t-elle envisager de financer, sur les fonds de réserve, les postes supplémentaires créés par G. Attal en décembre ? Comment va-t-elle absorber 700 millions de moins ? La ministre n'a pu répondre à ces interrogations...

L'occasion aussi de dénoncer la sous-consommation d'usage, depuis plusieurs années, de la masse salariale en raison des difficultés à recruter les personnels.

Le SE-Unsa a également déploré les perspectives d'austérité budgétaire à venir avec l'annonce de 20 milliards de moins sur le budget de l'État en 2025. Compte tenu des besoins en matière de revalorisation pour tous et de moyens pour l'École, c'est un autre cap qu'il faut prendre !

Enfin, le SE-Unsa a questionné l'avenir des mesures *Pacte* pour l'année 2026. La ministre a répondu par un resserrement sur le remplacement de courte durée (RCD) pour la fin de l'année scolaire. Elle a également indiqué que pour la rentrée 2025, elle n'envisageait pas de mesure de diminution. Les arbitrages sur la répartition ne sont quant à eux pas établis...

Le SE-Unsa a réaffirmé auprès de la ministre son opposition à une année blanche en matière salariale !

L'avis du SE-Unsa

Le SE-Unsa souhaite poursuivre ses points réguliers avec la ministre car il est indispensable d'alerter, démontrer et proposer, sans attendre, là où les décisions doivent être prises.

Si le dialogue semble installé sereinement, il va falloir désormais que l'écoute serve concrètement. Voilà des mois que l'Éducation nationale défraie la chronique, alors que paradoxalement rien ne s'améliore dans le quotidien des écoles et des établissements. Il est temps que cela cesse, la ministre semble l'avoir bien entendu lors des échanges avec le SE-Unsa.